

Après des années de guerre meurtrière : la Suisse "civilise" les guerriers du Mozambique

Autor(en): **Diesbach, Roger de**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Le messenger suisse : revue des communautés suisses de langue française**

Band (Jahr): - **(1993)**

Heft 55: **Fondue isch guät und git ä guäti Lunä**

PDF erstellt am: **24.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-848007>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

APRÈS DES ANNÉES DE GUERRE MEURTRIÈRE

La Suisse "civilise" les guerriers du Mozambique

A quoi sert-il de soutenir le développement d'un pays en guerre civile ? A peu de chose. C'est pourquoi, au Mozambique, qui se relève à peine d'une guerre incroyablement fratricide (plus de 700.000 victimes), la Suisse s'emploie à réintégrer dans la vie civile les guerriers démobilisés. Ceux du gouvernement comme ceux de la terrible RENAMO. Serge Chapatte, chef de la division "Afrique" de la Coopération

Suisse au développement (DDA) :
"La paix vaut bien que l'on se détourne un temps de nos tâches traditionnelles".

PAR ROGER DE DIESBACH / BRRI

Quelque 63.000 soldats du gouvernement (FRELIMO, ex-marxiste) et 20.000 guerriers de la RENAMO (ex-armée terroriste stipendiée par l'Afrique du Sud) doivent être démobilisés et réintégrés dans la vie civile sous les auspices de l'ONU. Il en va du maintien d'un cessez-le-feu précaire, de la paix au Mozambique. Dans une première phase, depuis la fin mai, des observateurs de l'ONU supervisent le passage à la vie civile d'un premier groupe de 15.000 soldats gouvernementaux, démobilisés l'an passé. Et la Suisse dans tout ça ? Elle était la seule à l'origine de cette belle action de pacification.

De la guerre aux champs

Tout démarre en 1990, à la suite d'une visite du président Joaquim Chissano au Conseil Fédéral. Un crédit spécial de 10 millions de frs.s. est ouvert. La DDA, qui met sur pied un programme d'action, bute immédiatement sur la grande inconnue : que souhaitent devenir les soldats ? Pas simple, car, sur le terrain, s'ouvre une lutte d'in-

fluence entre les civils qui veulent démobiliser les soldats et les chefs militaires qui, craignant de perdre influence et crédits, mettent les pieds au mur. Conséquence de cette rivalité, explique Ursula Funk, responsable de ce dossier à la DDA, les Suisses se voient interdire durant une année l'accès aux soldats. La DDA établit alors un questionnaire à l'intention des futurs démobilisés. La leçon des 16.000 réponses retournées : ces guerriers, souvent enrôlés de force, veulent être démobilisés. 50% d'entre eux désirent retourner à l'agriculture, 30% sont attirés par le commerce ou les transports, 15% par l'industrie. Seul 1% d'entre eux souhaitent acquérir une formation supplémentaire.

Travail de précurseur

En août 1991, un envoyé de la DDA réussit une prouesse. Il parvient à mettre civils et militaires d'accord sur un programme de réintégration des démobilisés. Un gros progrès pourtant reçu avec méfiance

par la Communauté internationale qui se demande pourquoi la Suisse travaille toute seule à la démobilisation du Mozambique. Aucun pays n'accepte de s'unir aux efforts helvétiques. En octobre 1992, les accords de paix sur le Mozambique donnent à l'ONU un rôle clé dans le processus de démobilisation. Mais constatant qu'une longue préparation a déjà été réalisée par le gouvernement et la Suisse, les Nations-Unies adoptent le programme helvétique comme base de travail. Le bureau de la DDA à Maputo est pratiquement annexé par l'ONU et le coordinateur de la DDA engagé comme chef de l'unité technique des Nations-Unies. Dans quelques camps équipés pour recevoir des démobilisés, la Suisse assure certains services sanitaires. Là, les ex-soldats reçoivent six mois de solde et des habits civils. Pour bon nombre d'entre eux, le transport du retour est financé par la Suisse.

Aider la RENAMO

Reste que le processus de paix ne peut fonctionner que si la RENAMO est étroitement impliquée. Or, jusqu'ici, cet ancien mouvement terroriste ne disposait pas d'un nombre suffisant d'experts capables de le représenter au sein des différentes commissions de paix (supervision du cessez-le-feu, démobilisation,

création d'une nouvelle armée unique de 30.000 hommes, d'une police etc...). D'autre part, ce mouvement réclame sa part de l'aide internationale, jusque-là surtout distribuée du côté gouvernemental. Bref, un certain appui à la RENAMO est nécessaire pour sauvegarder le processus démocratique et la paix. Mais si ce mouvement est à vendre, reste à savoir à quel prix. La RENAMO réclamerait 100 millions de dollars, alors que la Communauté internationale est prête à fournir 7 millions. La Suisse a indiqué qu'elle étudierait "une certaine participation avec bienveillance à condition que la RENAMO joue le jeu de la paix".

10 millions pour la paix

La Suisse a dépensé la moitié de son crédit de 10 millions de frs.s. en faveur du Mozambique pour la réintégration des démobilisés. Elle soutient également dans ce pays un projet de Terre des Hommes-Bâle, pour la réhabilitation des écoles démolies (1,7 million de frs.s.). Berne appuie aussi des projets plus modestes de Caritas au Mozambique : l'un vise à entraîner les habitants à la réconciliation nationale ; un deuxième encourage la réintégration de soldats mutilés ou traumatisés. La quasi-totalité de ce crédit aura donc servi la cause de la paix. ■